



L'Homme en Devenir
www.lhed.fr

UNE MONNAIE NATIONALE COMPLÉMENTAIRE Pour le bien commun.

Pour répondre aux défis socio-écologiques
dont dépend l'avenir de l'humanité dans un
contexte de plus large souveraineté

L'ÉCONOMIE
AU SERVICE
DE LA VIE

CONSTAT

Une contradiction paralysante:

- La préservation de notre écosystème exige de s'ajuster à ce que la planète peut soutenir.
- La logique économique exige une croissance infinie destructrice de notre écosystème. Ce qui est essentiel à l'une est destructeur de l'autre

RÉVOLUTION SYSTÉMIQUE

L'avenir de l'humanité dépend de sa capacité à passer d'un mode de vie régulé par l'argent à un mode de vie régulé par ce que la planète peut soutenir sans en souffrir. Le défi consiste donc à assurer une suffisance digne aux milliards de terriens en rendant globalement compatibles la production et la consommation avec ce dont la planète a elle-même besoin pour soutenir la vie. Cela implique de passer d'une économie linéaire : (*prendre, transformer, distribuer, consommer, jeter*) à une économie circulaire (*produire, transformer, distribuer, consommer, recycler et/ou réutiliser pour une autre production et/ou réparer, bio-dégrader*) basée essentiellement sur les ressources renouvelables exploitées de façon responsable. Un défi d'ajustement considérable qui prendra au moins 1/2 siècle avec une volonté forte.

FREINS

- Un modèle économique dont la finalité est la recherche du maximum de profit financier à court terme. Entre satisfaction des intérêts économiques à court terme et prise en compte des besoins socio-écologiques à moyen/long terme, le choix est vite fait !
- Un modèle de société où gagner de l'argent représente une nécessité prioritaire. Marchandiser la planète et tout ce qu'elle porte en est la conséquence suicidaire.
- Une monnaie dont l'existence est associée à une dette, la monnaie étant créée par le système bancaire chaque fois qu'un crédit est consenti :
 - L'intérêt n'étant pas créé avec le capital, cela impose une croissance infinie pour qu'il y ait assez d'argent pour honorer les échéances.
 - La monnaie ne peut être créée que pour des projets profitables financièrement.
 - Le Bien commun qui par essence n'est pas rentable financièrement est donc considéré non comme une richesse mais comme une dépense. Intérêt privé et intérêt collectif sont ainsi en opposition permanente.
 - Une logique de redistribution par la fiscalité et l'emprunt. L'évasion fiscale a pris des proportions dramatiques et inéquitables, l'emprunt compense les déficits mais étrangle les États. Il n'y a donc pas d'argent pour financer la révolution systémique.

ATOUTS

- Les connaissances considérables que nous avons permettent de concevoir de nombreuses solutions.
- Les technologies fabuleuses dont nous disposons dans tous les domaines font reculer l'horizon des possibles tous les jours.
- Les ressources humaines sont disponibles en grand nombre compte tenu que la production marchande a de moins en moins besoin d'acteurs. L'intelligence artificielle accélérera ce mouvement.

PISTE DE SOLUTION TRANSITOIRE

Créer un nouvel espace économique à finalité de Bien Commun, (reconnu comme richesse prioritaire) complémentaire au système marchand, regroupant les activités dont le contenu n'a pas par nature à être considéré comme une marchandise, telles que la santé, l'éducation, la recherche fondamentale, l'eau, la transition écologique...

Ce nouvel espace, régi par un statut juridique spécifique, n'obéit pas à une finalité de profit financier ou d'équilibre comptable mais à celle que nous appellerons ici le bénéfice socio-écologique (*l'atteinte des objectifs socio-écologiques visés*). C'est le débat public qui permet de déterminer ce qui relève légitimement de chaque champ, marchand ou socio-écologique. Quant au financement, il n'est assuré ni par l'impôt, ni par l'emprunt, mais par la création ex nihilo d'une monnaie de Bien commun; elle est complémentaire à la devise nationale, émise par un organisme public sous mandat et contrôle citoyen, à hauteur des besoins déterminés par les projets décidés.

CONDITIONS D'APPLICATION

1. Cette monnaie a cours légal afin que quiconque sur le territoire ait obligation de l'accepter en paiement.
2. Elle n'a cours qu'à l'intérieur du territoire national. Chaque pays de l'Union européenne, chaque province du Canada, chaque État des USA par exemple, continuent d'avoir comme devise marchande l'euro, le dollar canadien et le dollar US mais met en service, s'il le décide, sa propre monnaie complémentaire lui permettant de conduire librement sa politique socio-écologique.
3. Elle n'est pas convertible; elle n'a donc pas d'effet sur le cours de la monnaie marchande.
4. Elle est à parité de pouvoir d'achat avec la monnaie marchande : Une unité de monnaie complémentaire = une unité de la monnaie marchande.
5. Pour ne pas affecter le commerce extérieur mais surtout pour relever les défis écologiques et sociaux propres à notre temps, elle est fléchée vers des biens et services produits de façon écologiquement et socialement responsable sur le territoire. Cela peut être perçu comme un handicap psychologique au départ mais il est essentiel d'orienter notre mode de vie vers un modèle soutenable, sans oublier que cela favorisera la relocalisation de certaines activités abandonnées, ce qui soutiendra le développement d'une économie québécoise responsable.
6. Elle donne lieu à une longue période de débat publique pour en rendre les avantages perceptibles par tous; elle doit être adoptée par referendum populaire et mise en service progressivement.
7. Elle est soumise à une fiscalité spécifique dont le but n'est plus de constituer une recette à redistribuer, mais à détruire la monnaie pour éviter l'inflation.

AVANTAGES

1. On ne touche pas aux intérêts dominants; tout le monde gagne.
2. La mise en service d'une monnaie complémentaire nationale de Bien Commun dépend de la seule décision de la Nation.
3. La question récurrente de l'emploi et de la pauvreté trouve sa solution car ce nouvel espace économique offre potentiellement, non plus un emploi, mais une activité utile, rémunératrice et épanouissante à toutes celles et ceux qui ne se sentent plus à leur place dans le système actuel ou qui en sont exclus ou mis en marge.
4. La pleine reconnaissance d'un espace dont la finalité est purement qualitative tirera la société vers le haut; le secteur marchand lui-même sera entraîné dans cette spirale vertueuse.
5. Les vraies questions de société ne seront plus pensées en fonction des budgets disponibles ou des intérêts commerciaux dominants, mais en fonction de ce qui sera souhaité et pertinent idéalement.
6. En ne faisant plus dépendre la qualité de vie des peuples de l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur commerce, les nations pourront parvenir rapidement à un indice élevé de BIB (*bonheur intérieur brut*) dans le respect de leurs valeurs et de leurs traditions.
7. Mondialisation et souveraineté en sortiront réconciliés. Libérées de l'aiguillon de la nécessité et de l'obligation de marchandage, les relations internationales s'en trouveront pacifiées.
8. La démocratie fera un grand bond en avant car ce nouvel espace ne peut exister sans un débat public ouvert et permanent pour définir les besoins sociétaux et y répondre dans une logique de subsidiarité.
9. Les prix cachés liés à la dégradation de la société actuelle se traduisant par une fragilisation de la santé, une diminution importante de l'espérance de vie pour beaucoup, la violence qui s'exprime à tous les niveaux et sous toutes les formes, les sauve-qui-peut dans la drogue, le vol, la corruption... se trouveront naturellement allégés, dès lors que chacun, recevant un revenu décent, et exerçant une activité épanouissante pourra se sentir intégré et reconnu dans une société à laquelle il aura plaisir à participer utilement.
10. Intérêt particulier et intérêt collectif deviennent intimement liés dans une dynamique de complémentarité.

Le côté révolutionnaire de ce projet transitoire de société, nos conditionnements culturels et nos habitudes peuvent nous inciter à invoquer toutes les raisons pour lesquelles ça pourrait ne pas marcher. Mais l'ampleur de la "révolution" systémique à engager, dont dépend l'existence de nos enfants et des générations à venir, ne nous invite-t-elle pas à sortir de notre zone de confort, à être créatifs et habités du même élan que celui qui poussa tous les grands explorateurs de l'histoire? Cette fois il ne s'agit pas de s'embarquer sur une coquille de noix en quête d'un nouvel eldorado, mais de préserver la vie sur cette petite planète bleue si précieuse et fragile au milieu des étoiles. Une tout autre aventure .



Philippe Derudder
derudder@lhed.fr
www.lhed.fr